

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIUM - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet/août) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 283 – Décembre 2024

Jean, le mineur

Les lendemains de la catastrophe de Trazegnies.

Interview de Madame Marie-José Sturbois – Wauters

Dossier.

«Un parrain à la Maison Blanche »

Des électeurs, petits et grands

Intervention de Bernie Sanders ...

International.

« Personne ne nous aide ...

« C'est une guerre de revanche »...

Sentiment de trahison

Société.

"Qui sont les casseurs ?"

Dès novembre, vous pourrez choisir votre propre modem ...

Révolution totale chez Colruyt ...

Petite révolution au Royaume-Uni ...

Lecture

Syndicats
magazine

À nous de **protéger** la sécurité sociale

FGTB

#4 JUILLET 2024
Bimestriel | Année 79
E.R. : Thierry Bodson,
rue Haute 42, 1000 Bruxelles
BUREAU DE DÉPÔT :
Charleroi X - P912051

Jean Faniel :
« Une gauche qui
n'a pas fait rêver »

Résister pour vivre,
vivre pour résister

Tout savoir
sur le bonus pension

JEAN, LE MINEUR.

Les lendemains de la catastrophe de Trazegnies.



L'UNIQUE RESCAPE, Georges Malfait, photographié en compagnie de sa femme en son domicile, qu'il a pu regagner par ses propres moyens. Il a la tête bandée, car il fut scalpé par la déflagration du grisou meurtrier.

Un petit rappel s'impose : le lundi 8 mai 1950, le personnel de maîtrise du terril numéro 6 de Trazegnies commence à préparer l'outillage et les ventilateurs car la décision est prise d'ouvrir le mur pour le mercredi 10 mai. Pour des raisons que nous avons déjà expliquées dans nos précédentes explications, divers retards ont empêché l'ouverture au jour prévu ce qui a provoqué la colère du conducteur des travaux, Herman Chapelle. La rage dans l'âme, la décision de percer le mur est reportée au lendemain, c'est-à-dire le jeudi 11 mai 1950 à la pause du matin

Toutes les conditions pour la tragédie qui va s'en suivre sont en place. Yvon Sturbois est un mineur de la pause du matin. Il a 15 ans ! Se trouvant à environ 200 m de l'endroit où l'on va percer le mur, pris de coliques, il décide de se soulager d'un

besoin naturel. Il grimpe dans un wagonnet et se hisse ne laissant dépasser que son cuir chevelu.

Au même moment, une violente déflagration s'en suit dans la galerie adjacente. Yvon Sturbois voit une énorme boule de feu se diriger vers lui. Le cuir chevelu brûlé, il réussira à s'extraire du wagonnet complètement épouvanté, les paupières brûlées le rendant momentanément aveugle. En appelant au secours, il rampera à l'aide de ses coudes en se guidant des rails des wagonnets pour finalement tomber dans les bras d'un sauveteur, Pierre Lebacq qui le transportera jusqu'à la cage pour le remonter à la surface.

Le nom de Trazegnies allait s'inscrire en noir comme la couleur du charbon dans tous les journaux du royaume. Au moment du coup de grisou, il était 9 h 22 du matin.

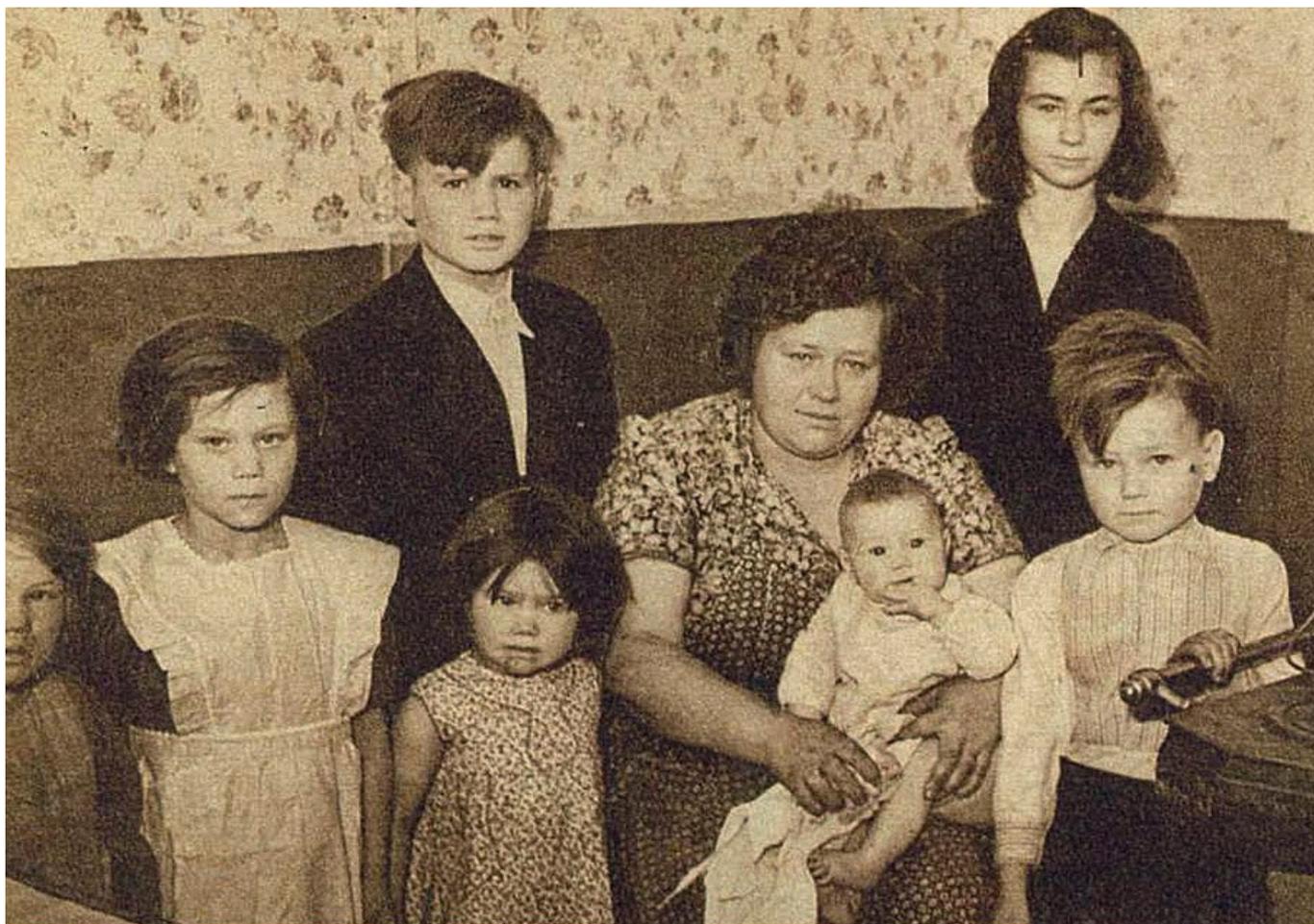
Pierre Lebacq qui avait sauvé le petit Yvon Sturbois raconte : « J'étais au fond à l'étage 570, à 300 m de la taille 27. Tout à coup, j'entendis comme un coup de tonnerre. Le déplacement d'air me plaqua au sol puis je courus vers la cage pour remonter à la surface. Là, je vis un ingénieur et je redescendis aussitôt avec lui. Comme nous arrivions à la taille sinistrée, une chaleur épouvantable régnait et une poussière intense nous empêchait de voir. J'entendis la voix du petit Yvon qui appelait à l'aide. Il avait les yeux fermés, la figure horriblement gonflée mais il était vivant. »

En fait, Yvon, après avoir rampé à l'aide de ses coudes, était passé, sans le savoir au-dessus des cadavres de ses collègues de travail et complètement épuisé, il s'était assis là où Pierre Lebacq l'avait trouvé.

Georges Malfait se trouvait également dans la mine au moment du drame. Il put remonter par ses propres moyens à la surface. Il était blessé à la tête et après avoir reçu des soins, il retournera chez lui dans la matinée. Il avait entendu la déflagration mais il n'avait rien vu

L'annonce de la catastrophe se répandit dans Trazegnies comme une traînée de poudre. Les secours s'organisèrent. Des sauveteurs de la centrale de Ressaix vinrent les rejoindre.

Immédiatement, les grilles d'accès au charbonnage furent fermées et gardées par la gendarmerie. De nombreuses personnes, parents, famille s'agglutinèrent aux barreaux de la grille. La consigne était stricte : personne, hormis le personnel du puits, les sauveteurs, les mineurs appelés par leur service, les ambulances ainsi que les voitures des ingénieurs, du directeur. Personne ne pouvait passer même pas la presse.



LA FAMILLE NOËL, de Trazegnies a été la plus éprouvée par cette catastrophe. Voici, dans sa modeste demeure, Mme Goliath Noël, entourée de ses sept enfants. Le grison meurtrier a enlevé l'époux et le fils aîné de cette mère de famille.

À 10 h 30, on commença à remonter le premier cadavre, horriblement brûlé voire calciné. Immédiatement celui-ci fut dirigé vers la remise des bicyclettes improvisée en infirmerie. L'abbé Druart accouru sur les lieux administra déjà un blessé que l'on transporta immédiatement en ambulance vers la clinique Louise de Morlanwelz.

Un aumônier ukrainien était présent aussi. Certains Ukrainiens logeaient encore dans les baraquements du puits numéro 6. Le curé de Trazegnies, l'abbé Thilmans vint aussi sur les lieux dès qu'il apprit la tragédie en même temps que plusieurs médecins des environs.

Dans l'après-midi, un autre rescapé fut remonté à la surface, Julien Roelandts âgé de 17 ans. Il travaillait à l'endroit même où l'on perceait le mur. Personne ne comprendra jamais comment il avait pu survivre à une telle déflagration. Cela restera pour toujours un mystère.

Édouard Noël était affreusement brûlé. Il décèdera à son arrivée à l'hôpital Louise. Sa famille fut la

plus éprouvée par la perte d'un époux, d'un fils aîné et d'un beau-frère. La mère allait rester seule avec sept orphelins sur les bras.

À 14 h, la presse put enfin avoir accès auprès des ingénieurs. Les familles durent patienter jusqu'à 16 h.

Un par un, les corps furent remontés à la surface. Ils étaient tous affreusement brûlés et déchiquetés. L'identification allait s'avérer extrêmement difficile. Sur le chemin menant au puits numéro 6, ce n'était plus que des ambulances qui effectuaient la navette mais aussi des corbillards car aussitôt identifiés, les corps étaient remis aux familles.

Les lendemains de la catastrophe

Le lendemain, la reine Élisabeth en personne vint reconforter les familles. De nombreux télégrammes de condoléances affluèrent de l'Europe entière.

Après s'être heurté à d'innombrables difficultés de



UNE FOULE IMMENSE, venue de tous les coins du pays, a voulu conduire les malheureuses victimes jusqu'à leur dernière demeure. Ce coup de grisou meurtrier a causé une émotion attristée dans toute la Belgique, qui en fut comme endeuillée. Il est à noter d'ailleurs que les charbonnages de la Basse-Sambre avaient cessé le travail en signe de deuil, le jour des funérailles.

tout ordre, l'administration communale de Trazegnies a pu organiser des funérailles officielles de certaines familles car toutes les familles n'habitaient pas Trazegnies. La cérémonie fut programmée pour le samedi 13 mai. Auparavant, 17 cercueils avaient été ramenés dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville de Trazegnies transformé en chapelle ardente. Pour les funérailles chrétiennes, ce fut Monseigneur Himmer, évêque de Tournai qui officia.

Le samedi matin dès 8h30, le public fut admis à venir rendre hommage aux victimes. Des milliers de personnes s'étaient déplacées pour venir assister aux obsèques. Jamais, la place Larsimont n'avait connu autant de monde. Elle était littéralement noire de monde. Parmi les personnalités figurait Monsieur Duvieusart, ministre des Affaires économiques. Les rues qui relient l'église au cimetière étaient bordées d'enfants tenant un bouquet de fleurs. À 10 h, il fallut interrompre l'hommage dans la chapelle ardente. Pour faciliter l'organisation de la cérémonie, on décida que les cercueils seraient descendus à bras d'hommes par l'entrée principale de l'hôtel de ville. Parmi les fleurs, on distinguait la couronne de Son Altesse le Prince Charles, Régent du royaume. Sur le trajet, tous les corbillards étaient entourés de mineurs en tenue de travail. L'émotion était à son comble.

Il était impossible de faire rentrer dans l'église toute cette foule. Seules les familles et les personnalités purent y pénétrer. Les abords du cimetière étaient noirs de monde et là aussi, il avait fallu canaliser le funeste cortège. À 16 h, la cérémonie était, proprement dite, terminée.

Le dimanche 14 mai, ce fut au tour des victimes de religion orthodoxe d'être inhumées. Les membres de la délégation ukrainienne avaient tenu à porter eux-mêmes les cercueils contenant les restes de

leurs compatriotes.

Le lundi 15 mai, se déroulèrent à Trazegnies, les funérailles du conducteur des travaux, Herman Chappelle et à Gouy-lez-Piéton, celles de Gustave Dauge. Pendant ce temps, à la clinique Louise de Morlanwelz, Yvon Sturbois et Julien Roelandts luttèrent toujours pour leur survie. Hélas, Julien Roelandts décèdera durant la nuit du dimanche au lundi

Yvon Sturbois restait donc l'unique rescapé de cette effroyable tragédie. Depuis l'annonce de la catastrophe, des collectes furent organisées dans tout le royaume et l'argent commençait à affluer vers les divers comptes bancaires ouverts à ce sujet.

Mais déjà, on voulait comprendre comment pareille catastrophe avait pu se produire et les langues commencèrent à se délier.

Tous les journaux de l'époque indiquaient que des dons en faveur des familles des victimes convergeaient vers Trazegnies. Dans cette presse, la liste de ces dons fut insérée pour ainsi dire chaque jour et ce, durant un certain temps. Le premier souci fut de gérer le plus vite possible tout cet argent et de rassembler tous les comptes en un seul

Pour se faire, une ASBL fut créée le 1er juillet 1951. Elle avait pour dénomination : 'Comité d'aide aux familles de la catastrophe minière de Trazegnies ». Celle-ci avait comme président, Monsieur Émile Cor-



nez, Gouverneur du Hainaut. Parmi les membres, on épinglera Monsieur François Nouwens, secrétaire communal de Trazegnies, Madame Denise Rachard, infirmière à Trazegnies, Monsieur Arthur Beguin, bourgmestre de Trazegnies et Monsieur Georges Simon, ingénieur civil. Le collège des commissaires était formé de Monsieur Gustave Chappelle, René Migeot et Fernand Plumier. Les archives de cette asbl nous apprennent qu'à la date de sa création elle disposait de 11.099.613, 89 francs belges y compris le versement de 1.950.993,90 francs belges émanant de la Croix Rouge. Tout cet argent fut réparti en portefeuille, bons de caisse à 4,5 %.

Pour la veuve, outre la pension légale, l'ASBL versait annuellement la somme de 20.000 francs belges plus 5.000 francs belges pour chaque orphelin et ce, jusqu'à leur majorité. Elle intervenait également dans les frais extraordinaires : médecin pharmacien hospitalisation, vêtements etc.

En cas de remariage, la rente était supprimée mais une dot de 32.000 francs belges lui était accordée. L'ASBL aidait parfois certaines familles pour le loyer ou l'entretien de la maison.

Lors de l'assemblée générale du 19 mars 1953, les statuts furent modifiés et un crédit spécial de 100.000 francs belges fut ouvert au profit des familles des victimes d'accidents isolés. Le but poursuivi lors de la constitution de cet organisme était d'éviter un mauvais emploi des dons. L'expérience avait prouvé que les craintes étaient fondées et que dans certaines familles, il ne serait rien resté si les sommes recueillies avaient été distribuées intégralement.

De nos jours, le montant de ces sommes paraît dérisoire mais dans les années 50 du siècle passé, c'était assez considérable voire une petite fortune.

Pour revenir à la catastrophe, tout le monde se demandait ce qui avait bien pu déclencher le drame et qui en étant en été responsable. Disons-le tout de suite, il ne nous appartient pas de désigner le ou les coupables dans le cadre de cette rubrique mais on peut s'interroger.

Les responsables de la catastrophe.

Peu après la catastrophe, la direction du puits numéro 6 de Mariemont Bascoup par un communiqué de presse a désigné Herman Chappelle, conducteur des travaux, comme seul responsable en insistant sur le fait que c'était lui qui avait voulu que l'on perce le mur de la galerie. L'ennui, c'est qu'il



n'était plus là pour contredire cette affirmation. Certes, les calculs des ingénieurs avaient démontré qu'il n'y avait plus que 1 % de gaz méthane à la sortie du tuyau d'évacuation. Or pour que la détonation ait pu se produire, deux conditions étaient indispensables : d'abord qu'il y ait l'existence de gaz d'un pourcentage de 6 à 14 % par rapport à l'air et ensuite qu'il y ait une cause d'explosion, une étincelle, une flamme.

De plus, seuls les spécialistes de l'Institut de Frameries possédaient les instruments adéquats pour mesurer avec exactitude la densité de l'air. Ces spécialistes ne furent jamais appelés au puits numéro 6 de Mariemont Bascoup. Les calculs furent réalisés par les ingénieurs du puits numéro 6 et comme on le sait, ils étaient erronés. Herman Chappelle avait 54 ans dont 40 passés dans la mine et il n'était nullement à blâmer. Il connaissait son métier à fond. Il s'était fié aux directives et aux ordres des ingénieurs et en toute confiance. Ce n'était certes pas un kamikaze. Dans le premier article consacré à cette rubrique, nous disions que des mineurs remontaient à la surface avec des maux de tête, signe de la présence de grisou. Or, la direction a négligé ce signe qui pourtant était significatif.

Lourde erreur de la direction. La décision du percement du mur fut prise en dépit du bon sens et ce, sans garantie. La veine de charbon se dirigeait vers Forchies, or le puits numéro 10 de Forchies était classé dans la catégorie 2 c'est-à-dire grisouteux. On connaît la suite : 39 morts ! De plus, si on avait percé le mur à la pause de nuit, il n'y aurait eu que 10 à 12 hommes dans la taille et non 40 comme au premier poste de la matinée mais cela n'aurait rien changé aux circonstances à part le nombre de tués.

Moralité de cette triste histoire : dans les mois qui suivirent la catastrophe, un ingénieur déménagea et un autre se suicida. Le lecteur est libre



de penser et de se faire une opinion sur les causes de cette tragédie

À la clinique Louise de Morlanwelz, un gosse de 15 ans avait murmuré à l'oreille de son frère : « J'dirai pu jamais al' fosse ! » et à sa mère, il disait : « D'j'é mau. ».

Toute sa vie, Yvon Sturbois ne s'est jamais vanté d'être le seul survivant de cette tragédie. Il n'a jamais fait état de

son statut de miraculé et il sera discret sur cette triste période. En fait, il en avait vu et surtout entendu assez. Cependant en l'an 2000, il brisa ce silence par une interview donnée à la Nouvelle Gazette à l'occasion de la commémoration du 50e anniversaire de la catastrophe.

Auparavant, au cimetière de Trazegnies, il avait fait poser sur le monument dédié aux victimes de la catastrophe une plaque en souvenir de ses compagnons de travail disparus. Si un jour, vous allez au cimetière de Trazegnies, allez voir ce monument qui se trouve au bout de l'allée principale, puis arrivé là, regardez vers la droite: ils sont tous là, tous nos mineurs.

Jean, le mineur.

Interview de Madame Marie-José Sturbois - Wauters



Yvon avait 15 ans au moment de l'accident. Il lui est resté des séquelles

Mon mari, était un rescapé de la catastrophe du charbonnage de Mariemont Bascoup à Trazegnies le 10 mai 1950. Il a vu ses 37 camarades tués sur le coup de grisou qui envahissait l'étage 570. Deux amis mouraient plus tard à l'hôpital. Parmi les victimes, se trouvait également son frère Georges.

sur tout le corps, surtout à la tête. Mais l'angoisse causée par l'accident a habité toute sa vie.

Elle fut la cause de cauchemars et de beaucoup de nuits blanches. Aujourd'hui, on donne une assistante psychologique aux victimes survivantes pour les accompagner et apprendre à gérer le traumatisme. Lui, il était livré à lui-même. Il était aussi très jeune quand il a vécu ce drame.

Physiquement, il a eu aussi beaucoup de séquelles et il devait souvent se faire soigner. C'est ainsi qu'il était au sanatorium quand je l'ai connu. Je visitais mon père qui y était soigné. Ainsi, on a fait connaissance. Je suis bruxelloise. Nous nous sommes mariés le 7 juillet 1956. Il avait alors 21 ans. Dans la famille Sturbois, il y avait 16 enfants dont 11 ont



survécu, 9 garçons et deux filles. La photo de mes beaux-parents se trouve toujours dans mon salon. A un certain moment, tous les frères travaillaient au charbonnage, nous avons vu 6 enfants. Yvon est retourné travailler à la mine mais seulement à la surface

Après la fermeture de la mine. Il a connu le chômage puis il a été engagé à la commune. On lui donnait le travail du haut cimetière ce qu'il ne lui fallait pas. Le lieu du monument lui rappelait son frère et de ses amis. C'était devenu son lieu de travail.

Les souvenirs du passé revenaient le hanter. La peur l'envahissait de nouveau. Il a dû arrêter ce travail. Ainsi, toute sa vie a été marquée par cette catastrophe.

Il est décédé le 2 décembre 2007 suite à une thrombose à la tête. Il avait 73 ans

Interview réalisée par Marie-Louise de Roeck.

DOSSIER.

«Un parrain à la Maison Blanche» détaille les liens du président avec la mafia : «Avec Donald Trump, tout est possible... Surtout le pire !»



Donald Trump ne serait pas arrivé là où il trouve sans l'appui de puissants réseaux criminels. Cette vérité émerge au fil des pages du dernier livre enquête du journaliste Fabrizio Calvi « un parrain à la Maison Blanche » aux éditions Albin Michel. Entretien avec ce journaliste.

Qui est Donald Trump ?

«Donald Trump est un homme qui est tout le temps

en guerre. C'est ce qu'il a appris de son mentor, Roy Cohn dans les années 70, un des hommes les plus puissants des États unis de l'époque. Il a appris qu'il fallait se battre tout le temps, qu'il n'y avait pas de règles. Que la seule règle était de gagner.

«C'est ce qu'il a fait en n'hésitant pas à traiter avec la mafia italo-américaine qui lui a construit son empire, avec la mafia russe qui a blanchi son argent dans son empire. C'est un homme totalement en guerre et complètement imprévisible.»

Des liens avec les mafias, des concessions avec l'extrême droite, Donald Trump brise toutes les conventions ?

«Il fait plus que des concessions avec la droite extrême puisque certains de ses conseillers font partie de la droite extrême et que lui, ses sympathies vont là. N'oublions pas que son père faisait partie du Ku Klux Klan et qu'il a toujours professé des propos racistes et qu'il a toujours eu une attitude raciste. C'est quelqu'un qui va au bout, c'est quelqu'un d'extrême qui n'hésite pas à briser toutes les règles. La meilleure définition de lui c'est un ami qui disait : « En fait, faire des affaires, ça ne l'intéresse pas ! Faire des dollars pour faire des dollars, ça ne l'intéresse pas ! Ce qui l'intéresse, c'est le frisson, c'est l'impression de voler quelque chose, c'est l'impression de franchir la ligne blanche ! »

Et là, il l'a fait durant toute sa carrière et il continue de le faire à la Maison Blanche puisqu'il a une attitude complètement incompréhensible, y compris avec ce qui se passe à propos du confinement.»

C'est un homme qui aime le frisson, qui aime gagner mais qui perd souvent et qui perd gros, avec l'exemple d'Atlantic City.

«C'est qui perd gagne ! A Atlantic City, il le dit lui-même, il a ruiné la ville ! Il a construit ses casinos grâce à la mafia avec la protection du FBI, il leur a fait faire faillite mais il a gagné de l'argent ! Il a gagné énormément d'argent et il s'en vante lui-même lors des meetings électoraux.

Qu'est-ce que j'ai pu faire d'argent à Atlantic City !

Trump fait de l'argent sur la dette. Il avait 400 à 500 millions de dollars de dette qu'il a titrisés, qu'il a mis en bourse, ça a flambé sur son nom, il a revendu tout de suite, à 40 dollars le titre et aujourd'hui ils ne valent plus rien, c'est redescendu à 1 dollar. Le paradoxe (et il se vante de ça), c'est que les gens d'Atlantic City, qui aujourd'hui sont

totallement ruinés dans une ville transformée en désert votent massivement pour lui !»

«Le mystère, c'est surtout : comment fait-il pour s'en sortir ? Travailler avec la mafia italienne dans les années 80 à New York si vous êtes promoteur immobilier, c'est normal. Mais lui va plus loin que les autres. Il passe des deals avec la mafia, il passe des deals avec les syndicalistes, il donne des appartements aux syndicalistes pour avoir la paix sociale alors que tous les autres chantiers étaient bloqués. Lui s'en sort tout le temps, non seulement avec la mafia mais aussi avec le FBI. Chaque fois qu'il deale avec la mafia, il va voir le FBI pour balancer la mafia. Je cite des rapports du FBI dans lesquels Trump propose de monter des opérations d'infiltration de la mafia à partir de ses casinos. Donc il joue sur tous les tableaux face à la mafia italienne. Pour les Russes, c'est du blanchiment d'argent. Le problème c'est que Trump est terriblement endetté et qu'aucune banque ne voulait de lui. A un moment, il s'adresse à la Deutsche Bank, chez qui il doit 2 à 3 milliards de dollars et on s'est aperçu en fait que les emprunts de Trump étaient souscrits par une banque d'Etat russe dont le propriétaire est un ami de Vladimir Poutine. Et là on entre dans un autre domaine, celui des services secrets et de la géopolitique.»

Gère-t-il l'Amérique de la même manière qu'il gère ses affaires ?

«Le problème de Trump, c'est son ego. Il est convaincu qu'il sait tout. Dans les années 80, il voulait régler le problème des négociations sur les missiles nucléaires en disant : « Moi je n'y connais rien mais il me faudra 5 minutes pour apprendre et 10 minutes pour régler le problème. »

Sur le dossier du Covid-19, on se demande si chaque



matin il ne se réveille pas en essayant de trouver quel expert il peut contredire. Dans ses affaires, c'est plus rationnel. Et puis malgré tout, les USA ne sont pas encore une dictature ! Des gens s'opposent à lui, il y a eu la procédure d'impeachment, donc il ne peut pas faire à peu près n'importe quoi. Il a l'art de manipuler les médias et l'art de manipuler le fake. A partir de ce moment-là il peut tenter à peu près n'importe quoi. L'art de manipuler le fake, les fakes news qu'il dénonce

en permanence, c'est une stratégie tout à fait géniale. Car vous avez beau faire 10 ans d'enquête, il prendra mon bouquin et il dira : « Ça, c'est une Fake News »

Et il le balancera à la poubelle. Peu importe ce que l'on dit de toi, que ce soit en bien, que ce soit en mal, et bien ce sera toujours une bonne publicité.»

Il se présente comme le président de la loi et de l'ordre comme Richard Nixon autrefois. Est-ce que cette posture peut fonctionner dans l'Amérique de 2020 ?

«Pour l'élection de novembre, il y a énormément d'inconnues. On n'a pas affaire à un être rationnel. Il est capable de tout, donc tout peut se passer. Il peut déclarer une guerre à qui il veut si ça l'arrange, il y a beaucoup de gens qui s'interrogent sur sa santé, sur sa santé mentale aussi. En plus aux Etats-Unis, il y a un climat de pré-guerre civile qui est en train de s'installer avec des dirigeants de « Black Lives Matters » qui disparaissent, qu'on retrouve pendus à des arbres, des manifestants contre le confinement qui vont envahir des congrès locaux avec des armes automatiques pour faire valoir leur bon droit. D'ici à novembre, tout peut se passer.»

Où trouve-t-il grâce à vos yeux ?

«Dans sa saga ! La manière dont il s'en est sorti. Il aurait dû être inculpé 1000 fois ! Il se sort de tout, même des histoires les plus compliquées, comme ses liens avec le milliardaire pédophile Jeffrey Epstein. Il rencontre les chefs de la mafia italienne, il travaille avec eux, il s'en sort. Les chefs de la mafia italienne vont en prison, pas lui. Ce livre, ça m'a vraiment amusé de l'écrire. Parce que le personnage est étonnant. Chaque fois que je soulevais un caillou, il y avait un nid de fourmis avec des scorpions au milieu. Aucune fiction ne peut dépeindre ce personnage. Avec Donald Trump, la seule certitude, c'est que tout est possible, surtout le pire !»

Par Mehdi Khelfat

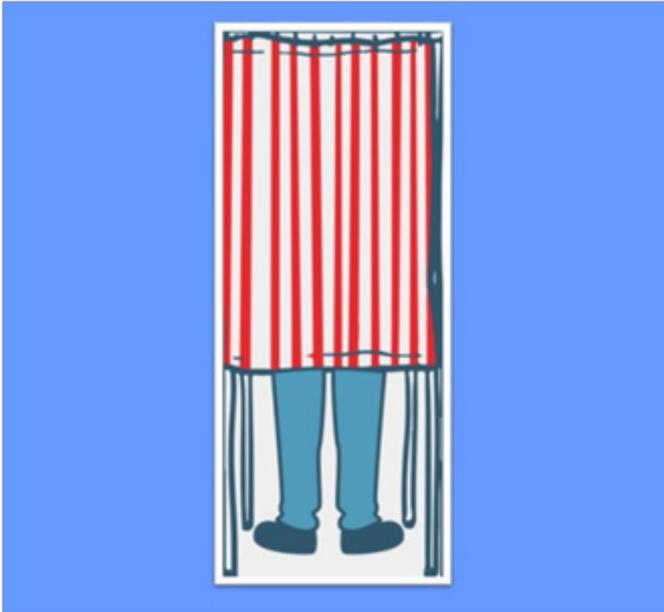
www.rtbf.be

L'auteur :

Fabrizio Calvi (nom de plume de Jean-Claude Zagdoun), né le 27 mai 1954 à Alexandrie en Égypte et mort le 23 octobre 2021, 2 à Aubonne en Suisse³, est un journaliste d'investigation, écrivain et cinéaste documentariste français, spécialisé dans les affaires de criminalité organisée et les services secrets.

Des électeurs, petits et grands

Bizarre, vous avez dit bizarre le système électoral américain. Oui, c'est étrange car un candidat peut gagner la présidence des Etats-Unis alors qu'il a moins de voix que son adversaire. Autrement dit, dans cer-



tains cas, le vote de l'électeur et de l'électrice n'est pas respecté. Et tout cela dans un pays libre, dans la « plus grande démocratie du monde ».

Le système de vote aux Etats-Unis est compliqué, et même bizarre. Pour le comprendre, commençons par prendre l'exemple de l'élection de 2016. Donald Trump a été élu alors qu'il avait 3 millions de voix en moins que l'autre candidate Hillary Clinton. Et cela peut se reproduire. Comment est-ce possible dans ce que l'on appelle « la plus grande démocratie du monde »? Explications.

Résultat en 2016



Source wikipédia

Un vote indirect

Sur leur bulletin de vote, les Américains ont les noms des candidats à la présidence des Etats-Unis. Ils cochent la case à côté du nom du candidat qu'ils ont choisi, Donald Trump ou Kamala Harris par exemple. Mais en réalité, ils ne votent pas directement pour ce candidat. Ils votent pour des grands électeurs. Les grands électeurs votent eux directement pour le président des Etats-Unis. C'est une règle qui date de la création des Etats-Unis en 1787 et qui existe toujours.

Des électeurs plus « grands » que les autres

A l'époque, certains dirigeants américains avaient peur que le peuple vote pour des candidats peu sérieux ou autoritaires. Ils ont donc décidé que le peuple ne voterait pas directement pour le président, mais pour des grands électeurs. Les grands électeurs étaient des gens choisis parce qu'ils étaient plus éduqués et plus informés que les gens du peuple. L'idée était que ces gens corrigeraient le vote des gens du peuple si le vote des gens du peuple n'était pas « bon ».

Aujourd'hui, chaque parti choisit comme grands électeurs des gens en qui le parti a confiance. Donc, si les simples électeurs votent en majorité pour Trump dans l'Etat du Texas par exemple, les grands électeurs du Texas du parti de Trump, vont voter Trump. Et si les simples électeurs votent en majorité pour Harris dans un autre Etat, l'Etat de New York par exemple, c'est la même chose; les grands électeurs vont voter pour Harris. Les grands électeurs respectent le vote des simples électeurs. Mais alors, où est le problème? Il vient du nombre de grands électeurs et du vote majoritaire.

Le nombre de grands électeurs

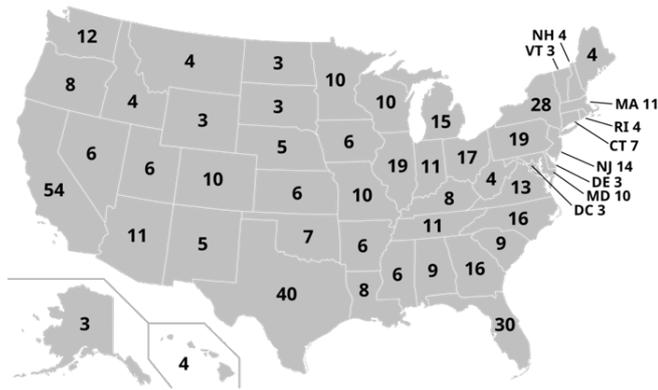
Le nombre de grands électeurs par Etat est égal au nombre de députés et de sénateurs de cet Etat. Au total, il y a 538 grands électeurs. Pour être élu président, il faut 270 voix des grands électeurs, soit la moitié + 1. Le nombre de députés dépend du nombre d'habitants de chaque Etat. Plus un Etat est peuplé, plus il a de députés. C'est normal. Par contre, le nombre de sénateurs est le même dans tous les Etats : 2.

Par exemple, il y a 586 000 habitants au Wyoming et il y a 9 900 000 habitants au Michigan, donc presque 17 fois plus. Et il y a 3 grands électeurs au Wyoming et 16 grands électeurs au Michigan, donc seulement un peu plus de 5 fois plus. Le vote d'un électeur du Wyoming a beaucoup plus de poids que le vote d'un électeur du Michigan. On n'est donc pas à la règle démocratique «une personne = une

voix». Est-ce normal ?

C'est encore une règle qui date de la création des Etats-Unis en 1787. A l'époque, les habitants des Etats du sud du pays avaient peur de ne pas avoir assez de poids électoral car il y avait plus d'habitants dans les Etats du nord du pays. On a donc décidé de donner 2 sénateurs à chaque Etat.

Carte des Etats avec les grands électeurs



Le vote majoritaire

Dans 48 des 50 Etats américains, il y a la règle du vote majoritaire. Le candidat qui a le plus de voix des électeurs d'un Etat a toutes les voix des grands électeurs de cet Etat. C'est la règle du « gagnant prend tout », winner take all en anglais. Et cela crée parfois des surprises. En 2016, la candidate démocrate Hillary Clinton a eu 65 853 516 voix et le candidat républicain Donald Trump a eu 62.984.825 voix. Hillary Clinton a donc eu presque 3 millions de voix en plus que Trump, mais c'est Trump qui a eu la majorité des voix des grands électeurs et qui a été élu président.

Le cas de 2 Etats pour comprendre

En 2016, dans l'Etat du Michigan, Donald Trump a eu 2 279 543 voix et Hillary Clinton a eu 2 268 839 voix. Trump n'a eu que 10 704 voix en plus que Clinton, mais il a eu les 16 voix des grands électeurs du Michigan. Dans l'Etat de New York, Hillary Clinton a eu 4 556 124 voix et Trump a eu 2 819 534 voix. Hillary Clinton a eu 1 736 590 voix de plus que Trump, mais elle n'a eu que les 29 voix des grands électeurs réservés à l'Etat de New York. Autrement dit, pour être élu président des Etats-Unis, il faut avoir des voix, mais des voix aux bons endroits.

Thierry Verhoeven Extrait du périodique l'Essentiel

Pour ce qui vient de se passer en 2024, Trump a triomphé tant au niveau des grands électeurs qu'au nombre de votants. Il a obtenu 5 millions de votes en plus que Kamala Harris.

Intervention de Bernie Sanders au sujet des résultats de l'élection aux Etats-Unis.

Cela ne devait pas être une grande surprise de constater que le parti Démocrate qui a abandonné la classe ouvrière aboutisse à ce que la classe ouvrière l'abandonne. D'abord, cela a concerné la classe ouvrière blanche et maintenant ce sont les travailleurs latinos et noirs qui en font de même. Pendant que les dirigeants démocrates soutiennent le statu quo, les Américains sont en colère et veulent du changement. Et ils ont raison !

A l'heure actuelle, pendant que les très riches se portent de façon phénoménalement bien, 60% d'américains n'arrivent pas à joindre les deux bouts avec leurs salaires et nous avons plus d'inégalités de richesses et de salaires que nous n'en n'avons jamais eus. Aussi incroyable que cela puisse être, les salaires hebdomadaires réels, tenant compte de l'inflation, du travailleur américain moyen sont en réalité plus bas aujourd'hui qu'il y a 50 ans.

Aujourd'hui, malgré l'explosion de la productivité des travailleurs et dans les domaines de la technologie, beaucoup de jeunes auront un train de vie pire que leurs parents. Beaucoup d'entre eux sont inquiets des conséquences de l'intelligence artificielle et de la robotique, susceptibles de rendre leur vie encore plus difficile.

Aujourd'hui, malgré des dépenses par habitant bien supérieures à celles des autres pays, nous restons la seule nation parmi les pays riches incapable de garantir une sécurité sociale à tous comme un droit humain et nous payons de loin le prix le plus élevé au niveau mondial pour les prescriptions de médicaments. Nous sommes les seules, parmi les grandes nations à ne pas pouvoir garantir un congé familial et médical.

Aujourd'hui, malgré une forte opposition d'une ma-



porité d'Américains, nous continuons à dépenser des milliards pour financer la guerre totale du gouvernement extrémiste de Netanyahu contre le peuple palestinien, qui a conduit à l'horrible désastre humanitaire de malnutrition et de famine de milliers d'enfants.

Les grands intérêts financiers et les consultants grassement payés qui contrôlent le Parti démocrate tireront-ils de véritables leçons de cette campagne désastreuse ? Comprendront-ils la douleur et l'aliénation politique que subissent des dizaines de millions d'Américains ? Ont-ils une idée de la manière dont nous pouvons nous attaquer à l'oligarchie de plus en plus puissante qui détient tant de pouvoir économique et politique ? Probablement pas.

Dans les semaines et les mois à venir, ceux d'entre nous qui se préoccupent d'une véritable démocratie et de la justice économique devront avoir des discussions très sérieuses.

Traduction : Saliha BOUSSEDRA
Extrait de Facebook

INTERNATIONAL.

« Personne ne nous aide, même pas la France »



Contre vents et marées, le Secours populaire libanais maintient ses structures. Dès le mois d'octobre 2023, l'hôpital a stocké des produits, des médicaments et du matériel, mais tout s'épuise, y compris le personnel. « Personne ne nous aide, même pas la France, dénonce la directrice. Personne ne nous envoie rien. On travaille pourtant pour l'humanité. » Chafi Foua-

ni, le directeur médical, acquiesce en soulignant le besoin de chirurgiens. En temps normal, l'hôpital compte 200 employés, sans les médecins.

Aujourd'hui, avec 15 docteurs, ils ne sont plus que 81. C'est aussi pour cela que Mads Gilbert, chef du département de médecine d'urgence du centre hospitalier universitaire North Norway, matière qu'il enseigne à l'université de Tromsø (Norvège), est venu donner un coup de main à l'équipe du Secours populaire libanais. Le praticien est intervenu à plusieurs reprises à l'hôpital Al-Shifa de Gaza. Il explique ainsi que « le temps est un facteur critique pour sauver les blessés. Or, il faut parfois une heure ou deux pour les amener jusqu'à nous ».

En buvant un thé, vêtu de la tunique bleue qui différencie les médecins des infirmiers, qui, eux, sont en vert, il ne décolère pas. « Ils ont encore bombardé des civils. Le monde doit faire un choix. Il n'y a pas de neutralité. Quel monde voulez-vous ? Un monde de guerre et d'apartheid ou un monde de paix ? »

Il considère que « la boussole morale de l'Europe s'est brisée ». Pour appuyer son propos, il cite le prix Nobel de la paix sud-africain, monseigneur Desmond Tutu : « Si tu es neutre en situation d'injustice, alors tu as choisi le côté de l'opresseur. » Lui, qui se dit « content de porter le logo du Secours populaire libanais sur la blouse », insiste en utilisant l'Humanité comme intermédiaire : « Il faut donner de l'argent directement à cet hôpital. »

Pour garantir le fonctionnement de l'établissement et encourager bénévoles et salariés à y rester, Mona Abou-Zeid a décidé d'en accueillir le plus possible en assurant la prise en charge de la nourriture et le logement.

« J'ai vécu des guerres toute ma vie, mais celle-ci est plus effrayante que celle de 2006 »

C'est ainsi que Feryal Ramadan, 55 ans, a trouvé refuge dans l'enceinte de l'hôpital où sa fille de 25 ans, Jana, travaille comme biologiste. Ses mains dessinent des cercles dans l'air pour décrire les bombardements.

Dès les premiers jours de la guerre, son village de Zebdine, à quelque 6 kilomètres de Nabatieh, a été pris pour cible. « On a proposé de venir me chercher mais je n'avais pas peur pour moi. Quand les bombes ont commencé à tomber, j'étais dans les champs pour ramasser la mloukhiya (plante populaire du Proche-Orient - NDLR). Lorsque les frappes se sont rapprochées, j'ai dû me résoudre à partir avec ma deuxième fille », admet Feryal.

Si la guerre ne s'était pas installée dans son quo-

tidien, qui se résume désormais à une chambre d'hôpital, cette mère de famille pourrait vivre de la vente de ses produits. Comme un témoignage de cette vie soudainement suspendue, Feryal a emporté avec elle un gros bocal de zaatar, mélange de thym, d'origan et de graines de sésame grillées. « J'ai vécu des guerres toute ma vie, mais celle-ci est plus effrayante que celle de 2006. Et à l'hôpital, on voit les blessés », explique-t-elle.

« Personne n'aime quitter son pays », abonde l'infirmier Mustafa Harkous, qui a également installé ses parents et Hadi, son fils de 14 ans, dans l'enceinte hospitalière avec quelques vêtements pour seuls bagages et une trousse de médicaments. Sa femme et sa fille ont préféré rejoindre Beyrouth, où elles se sentent plus en sécurité. Impressionné par son nouvel environnement, le jeune Hadi, admiratif de son père, hésite désormais entre une carrière d'infirmier et l'informatique.

Les soignants qui ont gardé leurs enfants auprès d'eux tentent de les distraire lorsqu'ils sont en pleurs lors des bombardements. « L'endroit a toujours été un refuge pour les habitants de la région. Certains ont vendu des bijoux, d'autres une vache pour alimenter la souscription lancée en vue de créer l'établissement. C'est pour cela que le lieu est si important pour les habitants », témoigne la directrice.

Tout entière dédiée à la coordination des soins d'urgence, elle n'a pas vu sa famille depuis plus de vingt jours. « On a construit cet hôpital, on lui appartient en quelque sorte. » La jeune femme a maintenant une crainte, celle de voir l'armée israélienne franchir le fleuve Litani, envahir Nabatieh et ordonner la fermeture du centre de soins.

Pierre Barbancey et Lina Sankari

« C'est une guerre de revanche » : en Israël, des soldats refusent de continuer à se battre

Rappelés dans la foulée du 7 octobre, 140 réservistes israéliens ont signé une lettre où ils annoncent refuser de continuer à servir tant qu'un accord pour libérer les otages n'est pas signé. Des voix rares, un an après le début de la guerre.

Certains réservistes se cabrent suite à leur expérience d'une guerre animée par un sentiment de revanche avec lequel ils ne sont pas en accord. -

Ils ont tous les trois répondu sans hésiter à leur



ordre de mobilisation le 7 octobre 2023. Le soir même, Max Kresh était à la frontière avec le Liban. Cinq jours plus tard, Michael Ofer-Ziv s'installait derrière les écrans d'une salle de guerre d'où il contrôlait les opérations à Gaza. Guy* rejoignait, quant à lui, l'enveloppe de Gaza avant d'être posté au centre de détention de Sde Teiman.

Tous les trois refusent aujourd'hui de continuer à se battre. Si-

gnataires d'une lettre publiée le 9 octobre, ils disent refuser de continuer à servir tant qu'un accord pour libérer les otages n'est pas conclu. Le document, le second du genre depuis le début de la guerre, a réuni près de 140 signatures et suscité de nombreux débats dans une société qui conspu les « refuzniks ». Si de nombreux réservistes ont silencieusement arrêté de répondre à leur convocation, par fatigue ou pour des raisons économiques, une minorité a choisi d'en faire un sujet politique, résultat d'une prise de conscience ancrée dans leurs expériences d'une armée et guerre animées par un sentiment de revanche avec lequel ils ne sont pas en accord.

« Ces lettres ne nous absolvent pas, mais elles sont le minimum qu'on puisse faire », confie Guy. Témoin de l'enfer du centre de détention de Sde Teiman, où des cas de tortures et d'abus contre les prisonniers Gazaouis ont été rapportés, il raconte la banalisation d'une violence extrême pour laquelle personne n'est puni : « Des détenus ont été passés à tabac par des soldats. Certains en sont sortis blessés, l'un en est mort. J'ai vu des détenus amputés d'un membre à cause de menottes trop serrées. J'ai vu de la négligence médicale, des soignants qui ne donnaient pas d'anti-douleurs... De la cruauté à l'état pur. »

La mort de Yahya Sinwar aurait pu permettre un accord, mais on parle au contraire de nettoyage ethnique du nord de Gaza, ou de recolonisation... Je ne peux pas participer à ça

Son passage à Sde Teiman et les images de Gaza le bouleversent. « Il ne s'agit plus seulement d'actions moralement condamnables, mais de crimes de guerre. Les intentions réelles du gouvernement sont de plus en plus visibles. La mort de Yahya Sinwar aurait pu permettre un accord, mais on parle au contraire de nettoyage ethnique du nord de Gaza, ou de recolonisation... Je ne peux pas participer à ça. »

Atmosphère de vengeance

C'est cette même atmosphère de vengeance que dénonce Michael Ofer-Ziv. Officier de contrôle au centre de Gaza, ce salarié de la tech à Tel Aviv a vécu la guerre par écrans interposés. Assis dans une salle de commande, il est chargé de gérer les combats en actualisant les cartes interactives où sont répertoriées les positions de chacun. Les yeux rivés sur les images enregistrées par les drones, il guette mouvements et actions : « Je voyais les bombardements et les destructions en direct. En noir et blanc. Ça paraissait irréel, lointain. En me reconnectant à mon téléphone lors des pauses et en ouvrant les informations internationales, je comprenais que ces frappes avaient des conséquences », témoigne le réserviste de 29 ans. Sa prise de conscience aboutit en décembre, à la fin du premier accord de trêve et après la mort de trois otages, tués par un sniper israélien alors qu'ils avaient les bras en l'air et que l'un d'eux agitait un tissu blanc. « J'ai compris que la pression militaire mettait en danger les otages, et qu'on avait créé une réalité où tuer des personnes qui tiennent un drapeau blanc peut arriver », déplore Michael. Avant de détailler : « On était dans une zone plutôt vide, les soldats avaient peu de contact avec l'ennemi. Quand ils en avaient, ils nous rapportaient l'évènement en disant : "On a vu quelqu'un courir, on lui a tiré dessus et il est mort." On ne remettait rien en question. On parlait simplement du principe qu'ils étaient armés, dans une forme de négligence par rapport aux vies palestiniennes. Ça crée donc cette situation où les soldats peuvent faire ce qu'ils veulent. » Le réserviste affirme n'avoir vu aucun document relatif aux règles d'engagement circuler.

J'ai compris que la pression militaire mettait en danger les otages, et qu'on avait créé une réalité où tuer des personnes qui tiennent un drapeau blanc peut arriver, déclare Michael Ofer-Ziv, Officier de contrôle au centre de Gaza.

Dans la salle de guerre, Michael se confie peu sur ses dilemmes. « J'entendais beaucoup : "Il n'y a pas d'innocents à Gaza", ou "Il n'y a pas de gens non armés", ou encore que les Palestiniens sont "amalek", cet ennemi qui doit être effacé de la terre. » En avril, il signe la première lettre de refus. A l'époque, ils étaient 40 : « Un an après le début de la guerre, il y a une forme de désillusion qui gagne du terrain. »

Sentiment de trahison

Max Kresh fait partie des nouveaux signataires. Ce secouriste dans une unité d'élite mobilisée dans la région du mont Hermon s'estime « trahi » par un gouvernement radical et religieux contre lequel il proteste depuis 2023. « Dès le premier jour, Ne-



tanyahou a fait du traumatisme du 7 octobre une arme. Il a encouragé un climat de vengeance et de racisme. Il n'œuvre pas en faveur des citoyens, mais en fonction de ses intérêts », dénonce ce longiligne étudiant en biologie qui a écrit à son commandant après la mort de Hersh Goldberg-Polin et de quatre autres otages, probablement exécutés par le Hamas fin août. « Je lui ai dit que je ne voulais pas continuer à sacrifier ma vie si c'est le gouvernement que nous avons, un gouvernement qui tue les otages. »

Arrivé en Israël en 2014, cet Américain de 28 ans décrit l'angoisse des premiers jours à la frontière avec le Liban : « Tous les soirs, pendant une semaine, on s'attendait à ce que le Hezbollah envahisse le nord. Je m'attendais à mourir. On espérait juste pouvoir les ralentir. » Le 12 octobre, il partage ses pensées sur Facebook : « Il est temps d'embrasser nos voisins arabes et palestiniens. (...) Je ne renonce pas à la paix. » Son texte circule dans son unité. « J'ai été critiqué, ostracisé et isolé, ça a été très difficile. Le discours dominant est celui de la vengeance. Mais il était impossible pour moi de ne pas m'exprimer. »

Sommée par le gouvernement de gérer la rébellion de ses soldats, l'armée a appelé les signataires de la lettre pour leur demander de retirer leurs propos, et les congédier en cas de refus. « C'était un peu comme s'ils disaient : "Ce n'est pas toi qui me quittes, c'est moi qui te quitte" », s'amuse Max, qui est resté fidèle à son choix, malgré les désapproba-

tions familiales et sociétales. Si des réservistes « refuzniks » ont pu être sanctionnés par le passé, c'est beaucoup moins le cas aujourd'hui : « On a servi. On a fait notre devoir. C'est aussi ce qui nous donne notre légitimité à parler. »

* Prénom d'emprunt.

Par Cécile Lemoine
Lire sur le site du Soir

SOCIÉTÉ

“Qui sont les casseurs ?”

C'est la question qui ouvre le livre que vient de publier Jean-François Tamellini, Secrétaire général de la FGTB Wallonne. Une question qui semble provocatrice. De qui parle-t-il ? Des syndicalistes, des activistes, des grévistes ? Pour y répondre, il s'appuie sur des exemples concrets, certains personnels, d'autres plus généraux, et s'emploie à déconstruire le discours dominant pour rétablir les faits, rien que les faits. On y revient avec lui, dans cet entretien.

Il est possible de faire quelque chose, c'est à nous d'agir, sans attendre qu'on nous impose une manière de vivre à sens unique. C'est notre capacité de résistance qui fera la différence

On en a beaucoup parlé des casseurs ces derniers mois, notamment avec le projet de loi de l'ancien Ministre Open VLD de la Justice, Vincent Van Quickenborne. Ce projet de loi a été combattu par la FGTB, et d'autres organisations de la société civile, jusqu'à ce qu'il soit finalement abandonné. C'est de cette bataille victorieuse que vous êtes parti pour écrire ce livre ?

Jean-François Tamellini : Le titre est clairement une référence à ce projet de loi dit « anticasseurs » de Van Quickenborne, qui cherchait à intimider tous ceux et celles qui essaient de recréer des équilibres. Le point de départ, c'est 2022 et les prix de l'énergie qui explosent. On reçoit des centaines de messages de gens

qui nous disent qu'ils ne s'en sortent plus. Des factures de plusieurs milliers d'euros, des saisies sur salaire. Et au même moment, on comprend que ce n'est pas la crise pour tout le monde. Certains accumulent les surprofits. C'est ce qu'on appelle la « greedflation » : des actionnaires, des grosses boîtes qui, par cupidité, maximisent leurs profits.

On comprend très vite que les casseurs, ce ne sont pas les syndicalistes, ni les travailleuses et travailleurs qui se battent pour leurs droits, les militants antifascistes ou les activistes pour le climat. Qui sont, donc, les casseurs ?

Il y a une détresse sociale qu'on mesure tous les jours : le coût de la vie qui est intenable, les factures d'énergie, l'alimentation... Il y a des enjeux climatiques terriblement anxiogènes. Et puis, il y a des enjeux démocratiques de plus en plus attaqués. Avec, notamment, comme conséquence la montée de l'extrême droite un peu partout en Europe.

Et ça c'est malheureusement encore une fois vérifié lors des dernières élections, le 9 juin dernier. Face à ces déséquilibres, je lance un appel à recréer des équilibres. Et ceux que je dénonce comme des casseurs, les véritables casseurs, ce sont ceux qui empêchent de recréer ces équilibres, à savoir les partis libéraux, les partis de droite qui s'arrangent pour placer, de manière systématique, au-dessus de tout le reste, les intérêts financiers de quelques-uns.



Il suffit de tendre l'oreille. Certaines attaques sont sans fin : casser nos services publics, casser notre sécurité sociale, chasser les chômeurs et les malades de longue durée... Ce sont systématiquement la droite, les libéraux, certaines fédérations patronales qui s'acharnent sur l'ensemble de nos protections collectives. Des protections collectives qu'ils vont très certainement essayer de démanteler et que nous devons à tout prix protéger.

Dans le livre, vous revenez également sur les multiples crises qu'on a traversées ces dernières années...

À chaque fois que surgit une crise systémique, les « subprimes » en 2007, la crise bancaire de 2008, le Covid plus récemment, il y a une porte qui s'ouvre,

une prise de conscience collective : il faut changer les bases de nos sociétés, agir différemment.

Et ensuite, on laisse cette porte se refermer et rien ne change. Cette fois, agissons ! Une porte s'est ouverte avec la crise liée à l'inflation et au prix de l'énergie. Elle met en lumière l'avidité omniprésente, sans limites, des casseurs. Ce livre est un appel à changer de cap sans attendre.

Vous mettez en avant des exemples concrets de ceux qui tentent de casser ces équilibres. L'un d'eux concerne les aides publiques à la formation. Quel est le problème ?

J'explique ce qui s'est passé lors des négociations avec les fédérations patronales en 2023 sur les incitants publics à la formation : congé-éducation payé, crédit adaptation, chèque formation. On crée des ouvertures pour les indépendants, les grandes entreprises... C'est l'été 2023, on a un préaccord. Puis, quelques mois plus tard, en décembre 2023, les employeurs mangent leur parole alors que tout le monde

sait très bien que l'argent ne sert pas aux formations. Des consultants externes démarchent les entreprises. Ils montent des dossiers bidons de formations, avec des listes de présence inventées. En échange, les consultants et les entreprises se partagent les subventions.

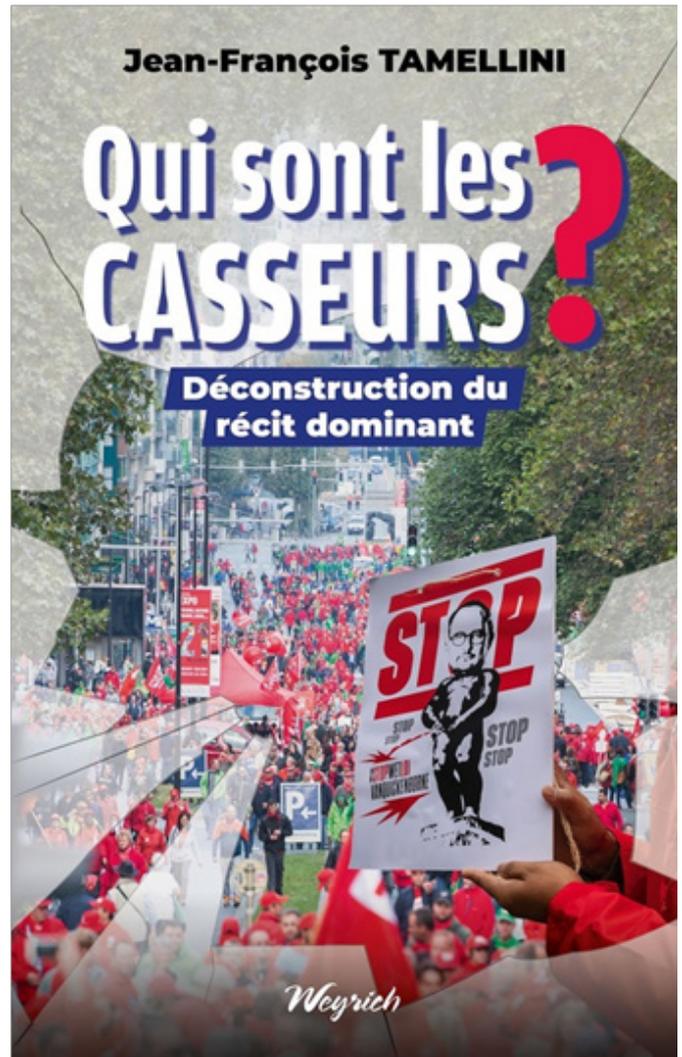
Ce n'est pas le seul exemple de ce type ?

Prenez les aides à l'emploi SESAM qui doivent venir en aide aux petites entreprises qui embauchent des demandeurs d'emploi : 300% d'augmentation en 6 ans. Vous avez vu une augmentation de 300% de l'emploi wallon ? L'argent, il passe où ? Dans les poches des boîtes d'intérim qui captent ces aides publiques. Donc, on sponsorise de l'emploi précaire alors qu'il faudrait faire l'inverse : proposer des contrats de plus de 3 mois aux chômeurs de longue durée pour qu'ils sortent de ce statut. On passe complètement à côté des objectifs.

Ces moyens doivent être utilisés pour améliorer les compétences des demandeurs d'emploi de longue durée, les amener à l'emploi. Pas pour enrichir les actionnaires de l'intérim. Je vais vous citer deux chiffres. Randstad a capté 30 millions d'euros d'aides publiques et dans le même temps, on apprend que le fisc lui demande des comptes sur 70 millions d'euros planqués en Suisse.

Vous dites aussi avoir été marqué par la démission de Jean-Luc Crucke, ex-Ministre wallon MR du Budget, passé ensuite chez Les Engagés. Pourquoi ?

C'est emblématique des combats de la droite. Jean-Luc Crucke essaie de mettre en place un décret



pour mettre fin à l'ingénierie fiscale des entreprises. Par exemple, les camionnettes qui sont déclarées comme véhicules de société, et bénéficient donc d'avantages fiscaux, alors qu'elles ne sont en réalité pas du tout utilisées comme camionnettes de société. Et il dit autre chose : il va falloir laisser plus de temps à l'administration pour aller chercher la fraude fiscale. Il va trop loin pour son parti qui le dégage sans attendre. Le MR fait tout ce qu'il peut pour qu'on ne puisse pas récupérer des marges.

Des marges qui pourtant existent. Pour faire circuler vos idées, vous avez entamé un tour de Wallonie. Qui avez-vous rencontrés ?

Ce tour de Wallonie me permet de me rendre compte que celles et ceux, qui comme moi, ont besoin de vivre dans une société plus équilibrée, sont largement majoritaires. Des hommes, des femmes, de tous les âges, avec ou en recherche d'emploi, des allocataires sociaux... Je me suis arrêté dans 15 étapes, de Verviers à Mons, en passant par Arlon ou Nivelles.

Plus de 2.000 personnes ont participé à ces ren

contres. Et je suis plus que jamais convaincu que nous sommes à un moment pivot. Il est possible de faire quelque chose, c'est à nous d'agir, sans attendre qu'on nous impose une manière de vivre à sens unique. Et ce malgré le vent de droite qui s'est abattu sur l'Europe, la Belgique et la Wallonie. C'est notre capacité de résistance qui fera la différence

Dès novembre, vous pourrez choisir votre propre modem : qu'est-ce que cela implique ?



Nouveau mois, plusieurs changements pour divers secteurs, dont les télécoms : dès le 1er novembre 2024, vous aurez une nouvelle liberté en matière de connexion Internet en Belgique : celle de choisir votre propre modem.

Plutôt que de se limiter au modèle fourni par votre opérateur, vous pourrez opter pour un équipement acheté par vos propres moyens, que ce soit pour des raisons de performance, de sécurité ou de compacité. Cette évolution découle d'une décision rendue il y a un an par l'IBPT, le régulateur belge des télécoms, qui laissait aux opérateurs un an pour s'adapter à cette nouvelle exigence.

La Belgique rejoint ainsi plusieurs pays européens, dont les Pays-Bas, la Finlande, l'Allemagne et l'Italie qui autorisent déjà la liberté de choix des modems pour les clients depuis plusieurs années.

Sans surprise, cette décision a reçu l'appui de Testachats, qui salue l'initiative tout en soulignant néanmoins qu'elle devra s'accompagner de mesures pour en faciliter l'implémentation. «L'installation et la mise en service des modems doivent être accessibles pour les consommateurs», rappelle l'association.

Une nouvelle dynamique pour les consommateurs et le marché

Selon l'IBPT, cette mesure est importante car elle pourrait simplifier le changement d'opérateur,

puisque vous seriez en mesure de conserver votre équipement en cas de transition vers un autre fournisseur. La liberté de choix du modem est également envisagée comme un levier de concurrence, tant entre opérateurs qu'entre fabricants de modems.

Mais pourquoi envisageriez-vous de changer de modem ? Vous souhaitez peut-être améliorer la portée et la puissance de votre Wi-Fi avec un modem compatible avec la nouvelle norme Wi-Fi 7 ? Vous pourriez aussi préférer un modèle plus sécurisé, plus compact ou avec des options de configuration avancées. En bref, désormais, c'est vous qui choisissez.

Cette ouverture s'inscrit dans une dynamique européenne : depuis plusieurs années, l'Union européenne cherche à stimuler la concurrence sur le marché des équipements terminaux de télécommunications. Plusieurs directives et règlements européens consacrent déjà le principe selon lequel les utilisateurs doivent pouvoir choisir librement leurs équipements de connectivité, qu'il s'agisse de modems, de décodeurs ou de téléphones, expliquait l'IBPT dans son communiqué.

Vers un modem payant ?

Aujourd'hui, la plupart des opérateurs imposent l'utilisation de leur propre modem, à quelques exceptions près, comme edpnet et FastFiber, deux petits opérateurs alternatifs, qui laissent leurs clients choisir leur appareil – mais sans fournir de modem gratuit comme le font Proximus, Voo ou Orange.

Chez ces deux opérateurs, vous devez soit acheter un modèle compatible - comme une FRITZ!Box (vendu environ 100 euros) -, soit apporter un modem personnel homologué. L'avantage ? Une fois acheté, ce modem vous appartient et peut être réutilisé si vous changez d'opérateur.

Mais alors, les grands opérateurs belges vont-ils eux aussi facturer leurs modems ? La question reste ouverte. Ils pourraient adopter un système similaire, en facturant un achat unique ou un supplément mensuel pour une location ; ou bien continuer de proposer une option gratuite. À ce jour, ils semblent pencher pour la gratuité, qui rassure et est la norme pour la majorité des consommateurs.

En effet, selon l'IBPT, l'expérience allemande montre que trois ans après la fin de l'obligation d'utiliser le modem de l'opérateur, seuls 3,5% des clients de Vodafone ont choisi un modem personnel. Ce chiffre indique que même lorsque le choix est possible, la plupart des gens préfèrent les solutions «clés en main» des opérateurs, souvent jugées plus simples et rassurantes.

En somme, cela semble certain, avec l'arrivée pro-

chaîne du nouvel opérateur Digi, ce changement marque un certain renouveau sur ce marché qui était jusque-là plutôt figé.

Ibrahim Molough
Extrait de RTBF.BE

Révolution totale chez Colruyt : une « grande première en Belgique » qui va bouleverser les habitudes des clients débarquera l'année prochaine dans les magasins !



L'enseigne est adepte des tests et changements en tout genre ces derniers mois. Dernière nouveauté en date ? Un caddy intelligent ! Les clients pourront les tester dès l'année prochaine !

Le futur c'est maintenant chez Colruyt. Enfin après une petite période de test quand même. La chaîne de supermarchés a en effet frappé un grand coup dans les courses technologiques. L'enseigne n'a pas peur de le dire, il s'agit « d'une première en Belgique ».

En mars dernier, au lendemain de la présentation de son nouveau camion électrique pour livrer les magasins en ville dans le silence, Colruyt a commencé à tester le caddy de supermarché intelligent. Un outil développé en interne qui va scanner tous les produits qui seront placés à l'intérieur. Concrètement, il s'agit de self-scanning 2.0 : les clients scannent eux-mêmes le code-barres des produits à l'aide d'une tablette placée sur le caddy, qui vérifie l'absence de vol à l'aide de capteurs de poids et des caméras. Le tout aidé par l'inévitable intelligence artificielle (IA).

Si l'on est encore loin de ce que peut proposer Amazon avec ses magasins Amazon Go dépourvus de scanning, la prouesse de Colruyt est tout de même louable et pourrait permettre, à terme, de faire ses

achats sans passer par l'étape caissier/caissière grâce à un règlement automatiquement -via Payconiq, notamment- à la sortie du magasin. L'enseigne insiste néanmoins sur le fait qu'elle n'a pas l'intention de supprimer toutes les caisses à l'avenir.

Des tests concluants

Selon Gondola, les tests se sont avérés concluants et le caddy intelligent devrait débarquer dans les magasins Colruyt à partir de l'année prochaine ! « La grande majorité des personnes qui sont venues tester le caddy ont été très enthousiastes à l'égard de cette innovation et 92 % d'entre elles déclarent qu'elles aimeraient utiliser un caddy intelligent à l'avenir, lorsqu'elles en auront le choix », a déclaré la porte-parole du groupe à Gondola.

Par rapport à la version test, les caddies seront toutefois améliorés, notamment leur taille : « Pour un vrai client Colruyt qui vient faire ses courses hebdomadaires, le modèle de 'Smart Cart' est un peu trop petit. Avec le caddy du test, on ne pouvait rien mettre au fond du caddy ».

Ce n'est pas la première fois que Colruyt utilise la technologie pour améliorer le passage en caisse dans ses magasins. L'année dernière, l'enseigne avait testé puis déployé un système de caméras intelligentes pour éviter à son personnel de devoir utiliser une scannette. Une nouveauté validée puisqu'elle a été déployée dans 20 magasins.

Extrait de Sudinfo

Petite révolution au Royaume-Uni : le train va redevenir public

Trente ans après la privatisation du rail, une réforme de renationalisation promise par le gouvernement travailliste est en cours au Parlement.

Dans la gare de London Paddington, seconde gare la plus fréquentée du Royaume-Uni, les allées et venues sont incessantes. L'horloge affiche 17 heures. Pour les travailleurs non londoniens, c'est l'heure de rentrer chez soi. Sur les panneaux d'affichage, certains trains sont annulés ou retardés. « Cela arrive tout le temps. Les trains ne sont pas fiables et ils sont très chers : j'ai payé 82 livres sterling [98 euros] pour un aller-retour Oxford-Londres dans la même journée car je voyage aux heures de pointe, or le trajet ne dure que quarante-cinq minutes », soupire Suzie sur le quai d'un train desservi par la Great Western Railway.

Cette compagnie ferroviaire sera bientôt renationalisée. Une révolution promise par le gouvernement

travaille élu en juillet dernier. Il souhaite aller vite. Les députés ont voté le projet de loi à la rentrée, qui sera débattu dès octobre chez les Lords. En clair, le texte de loi propose de renationaliser les opérateurs ferroviaires privés à l'expiration des différents contrats et de les fondre dans un seul et même organisme : Great British Railways.

Bilan mitigé de la privatisation

En 1993, le gouvernement conservateur de John Major dénationalisait British Rail, non sans peine quelques années après la frénésie de privatisations thatchériennes. L'objectif : améliorer la performance et réduire le déficit. British Rail a été fragmenté en une centaine d'entreprises privées : le réseau, le matériel roulant, le fret ont été confiés à des sociétés distinctes privées tandis qu'un système de franchises a été créé, distribuant l'exploitation des lignes de chemin de fer régionales à 25 opérateurs.

Au fil des années cependant, une renationalisation s'est amorcée. Dès 2002, après un désastre ferroviaire lié à un mauvais entretien des voies par les trop nombreuses entreprises privées — l'accident de Potters Bar a provoqué plusieurs morts et créé un scandale national —, le réseau ferré (Network Rail) est repassé sous le giron public. L'État a récemment repris « temporairement » le contrôle de cinq opérateurs privés de chemins de fer en raison de leurs performances médiocres ou de leur faillite — un dernier recours prévu dans le contrat. Lors de la pandémie de Covid-19, le gouvernement a injecté plus de 12 milliards de livres sterling (environ 14 milliards d'euros) pour sauver le système. C'est même sous l'ère de Boris Johnson que l'idée de la création du Great British Railways a fait surface, bien que le terme de « nationalisation » fût tabou.

Trente ans après la privatisation, le bilan est mitigé. D'un côté, les défenseurs du modèle assurent que le nombre de kilomètres-passagers a presque doublé, les infrastructures ont été modernisées — toutefois grâce à un soutien massif de l'argent public —, la sécurité sur les voies est devenue exem-

plaire, les sociétés sont devenues rentables. Les détracteurs pointent en revanche un manque de vision globale, un système trop complexe pour les usagers qui doivent utiliser plusieurs applications selon la ligne qu'ils prennent, des prix fluctuants et exorbitants — parmi les plus élevés d'Europe, qui ont augmenté de 20 % en termes réels en trente ans —, des retards voire des annulations fréquentes. Ainsi, de mars 2023 à mars 2024, 681 trains ont en moyenne été chaque jour annulés.

Les exploitants, dont font d'ailleurs partie des entreprises ferroviaires publiques étrangères comme SNCF via Keolis et Deutsche Bahn via Arriva, sont accusés par les syndicats de faire du profit sur le dos des contribuables britanniques. S'agissant des sociétés louant le matériel roulant, l'organisation de régulation ferroviaire indique qu'elles ont versé plus de 400 millions de livres de dividendes (480 millions d'euros) à leurs actionnaires en 2022-2023, et ce en pleine crise du coût de la vie.

Une réforme populaire



La renationalisation du rail est très populaire chez les Britanniques : aujourd'hui, 76 % la soutiennent. « C'est une excellente idée, réagit Rebecca dans la gare de Saint-Pancras. Le système actuel est absurde. Je dois me rendre à Londres trois fois par semaine et je ne conduis pas. De Kettering, où j'habite [à 80 kilomètres au nord de Londres], un aller coûte environ 70 livres [84 euros] lors des heures de pointe. Mais si je prends mon train à Northampton, pas très loin, je paierais moitié moins cher, car il s'agit d'une compagnie différente. »

Janine, elle, « espère que l'accent sera moins mis sur le profit que sur le service ». Jusqu'à récemment, cette salariée dans l'associatif payait « de [s]a poche » 5 500 livres sterling (6 600 euros) pour un pass annuel qui lui permettait de voyager autant qu'elle le souhaitait sur la South Western Railway, « mais uniquement entre les stations de Winchester et de Londres et, le matin, [elle avait] rarement une place assise ».



D'autres sont toutefois sceptiques quant à un véritable changement. « Il ne faut pas s'attendre à une transformation radicale, mais à une amélioration constante, prévient Christian Wolmar, spécialiste du rail. Moins d'acteurs s'assoieront autour d'une table pour prendre des décisions sur la stratégie, les investissements, les tarifs, etc. Mais partageront-ils la même vision, parviendront-ils à faire baisser les prix ? Les chemins de fer seront un peu moins chers à exploiter, mais pas gratuits. »

« Pass climat »

Pour les écologistes, la nationalisation des trains ne va pas assez loin. Ils réclament un « pass climat » qui permette un déplacement illimité au prix de 49 livres (59 euros) par mois. Un rapport intitulé « Fare Britannia », que Greenpeace a commandé à Greengauge 21, souligne qu'un tel système générerait plus de 100 millions de voyages supplémentaires en train par an, économiserait 40 millions de trajets en voiture et réduirait les émissions d'environ 380 000 tonnes de carbone. Avec toutefois un manque à gagner pour l'État.

Or, le gouvernement ne promet pas des prix plus bas dans l'immédiat, mais « une garantie du meilleur tarif ». « Nous examinerons plus tard l'ensemble du fonctionnement de la billetterie, souligne Rachael Maskell, députée Labour du York Central. Ce que nous voulons garantir, c'est la qualité du service. Nous souhaitons que plus de personnes prennent le train et abandonnent leur voiture. L'argent qui va actuellement dans les poches des actionnaires reviendra à l'État pour être réinvesti dans les chemins de fer. » Une fois que les dix contrats privés restants arriveront à expiration — le dernier, West Coast, se terminera en 2032 —, s'ils ne sont pas rompus avant, les contribuables économiseront 2,2 milliards de livres (2,6 milliards d'euros) par an, selon les estimations du gouvernement.

British Rail ne ressuscitera pas sous son ancienne forme. Par exemple, Great British Railway continuera de louer le matériel roulant et les sociétés de fret resteront privées. « Il ne s'agit pas de recréer une grande organisation étatique, observe Christian Wolmar, car toutes les structures ont été démantelées. C'est en fait une renationalisation partielle. » Toujours est-il que le vent du changement promis par le Premier ministre Keir Starmer souffle sur le pays. Avec en ligne de mire d'autres grands chantiers de nationalisation : l'eau et l'énergie.

(Par Laure Van Ruymbeke 3
Extrait de Reporterre.

Lecture : le nouveau livre de la collection Alternatives Sud

Coalition hétérogène de puissances émergentes, les BRICS s'affirment sur la scène mondiale, bousculent les équilibres géopolitiques et questionnent les hiérarchies du système postcolonial dominé par l'Occident. Œuvrant à la construction d'un monde multipolaire, plus en phase avec leur poids économique et démographique, ils cristallisent les aspirations du « Sud global » à s'affranchir d'un ordre international injuste, incapable de répondre à ses besoins de développement et aux grands défis de l'humanité.



La montée en puissance des BRICS est-elle pour autant synonyme d'alternative anti-impérialiste, voire anticapitaliste, pour ces majorités marginalisées, comme d'aucuns s'en félicitent ? Préfigure-t-elle l'émergence de relations plus équilibrées et de nouvelles formes de solidarité entre pays en développement ? Ou traduit-elle d'abord la volonté de ses membres de rebattre les cartes en leur faveur, sans changer fondamentalement les règles du jeu ? En dépit de leur rhétorique progressiste, ne tendent-ils pas à reproduire, dans leur sphère d'influence respective, les logiques de domination et d'exploitation qui caractérisent les rapports Nord-Sud, sur fond de rivalités inter-impérialistes ?

Au-delà d'une idéalisation ou d'une diabolisation a priori, des voix s'élèvent pour pointer ces contradictions, ces limites et ces risques. Si elles saluent l'avènement d'un monde moins asymétrique et plus inclusif, elles n'en dénoncent pas moins les pratiques prédatrices sur le terrain de ces forces montantes. Et s'alarment d'une possible normalisation autoritaire.

Sous la coordination de
Laurent Delcourt

A decorative Christmas card with a white ribbon, dandelion seeds, and ornaments. The ribbon is a large, flowing white shape that curves across the page. Dandelion seeds are scattered throughout, some appearing to be blowing away. There are several round ornaments, some with a textured, shimmering surface and others that are smooth. The background is a light, textured grey with a subtle pattern. The overall tone is soft and festive.

Toute l'équipe
vous souhaite de
joyeuses fêtes!